

AMNESTY INTERNATIONAL

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Index AI : ASA 13/006/2006 (Public)
Bulletin n° : 161
ÉFAI
22 juin 2006

Bangladesh. Vingt-deux familles ahmadies en danger

La vie de 22 familles ahmadies vivant à Dacca, capitale du Bangladesh, est gravement menacée. En effet, des membres du groupe islamiste *International Khatm-e Nabuwat Movement* (Mouvement international pour la complétude de la prophétie de Mahomet) ont prononcé publiquement des menaces de mort à leur encontre ce jeudi 22 juin 2006.

Dans une annonce publicitaire parue ce jour dans le *Daily Inqilab*, le groupe a averti le gouvernement que « *quand il y aurait eu des morts dans cette affaire sensible, le mouvement actuel anti-qadianis [autre nom des ahmadis] risquait se transformer en un mouvement d'élimination des qadianis* ».

Cette annonce est parue alors que le groupe islamiste annonçait son intention de manifester jusqu'à la mosquée ahmadie d'Ashkona, dans le nord de Dacca, le lendemain.

Selon Amnesty International, il s'agit là de la dernière d'une série d'actions menées par des groupes islamistes pour empêcher les ahmadis de pratiquer librement leur religion.

« *Plusieurs ahmadis ont déjà été grièvement blessés dans ce type d'attaques, et au moins un a été tué. Combien devront encore souffrir avant que le gouvernement ne réagisse ?* », s'est interrogé Abass Faiz, chercheur d'Amnesty International pour l'Asie du Sud.

Certes, les forces de sécurité ont jusqu'ici empêché les manifestants d'entrer dans les mosquées ahmadis, mais le gouvernement n'a rien fait pour mettre un terme à la campagne d'attaques et d'incitations à la haine menée par les groupes islamistes contre les ahmadis.

Amnesty International exhorte les autorités bangladaises à protéger la communauté ahmadie d'Ashkona, à dénoncer publiquement les menaces proférées à son encontre et à traduire en justice les responsables de ces actes.

Complément d'information

En prenant pour cible la communauté ahmadie, les groupes islamistes cherchent semble-t-il à contraindre le gouvernement de céder à leur revendication concernant l'application d'une loi islamique plus stricte au Bangladesh. Ces groupes espèrent recueillir le soutien massif des catégories les plus pauvres et les moins représentées de la société, qu'ils pensent pouvoir séduire en faisant appel à leurs convictions religieuses.

Au cours de ces deux dernières années, Amnesty International s'est inquiétée à plusieurs reprises de la sécurité des ahmadis du Bangladesh, dénonçant des violences avérées telles que l'assassinat d'un prédicateur ahmadi, le placement illégal en liberté surveillée de villageois ahmadis, les campagnes populaires contre les ahmadis et la multiplication des appels à la haine et des rassemblements publics demandant que les ahmadis soient déclarés non musulmans. En janvier 2004, le gouvernement bangladais a interdit toutes les publications ahmadies. Cette interdiction est actuellement suspendue par la Cour suprême.

Document public

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566
Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW. web : <http://www.amnesty.org>